IRAK

Abbas à Bagdad, première visite d'un leader palestinien depuis l'invasion

En visite hier à Bagdad, le président de l'Autorité palestinienne Mahmoud Abbas a «remercié» l'Irak pour «avoir pris soin» des Palestiniens vivant en Irak, alors que depuis 2003, plus de la moitié d'entre eux ont quitté le pays pour fuir les violences à leur encontre.

«Nous remercions le gouvernement irakien pour avoir pris soin de nos citoyens», installés dans ce pays après l'exil de 1948, a déclaré M. Abbas lors d'une conférence de presse à Bagdad avec son homologue irakien Jalal Talabani.

«Le président Talabani considère cela (la question des Palestiniens en Irak) comme un élément de la sécurité en Irak», a ajouté le leader palestinien.

«Nous ne sommes pas des étrangers dans ce pays. L'Irak a toujours été aux côtés de la Palestine et l'armée irakienne a pris part aux affaires palestiniennes», a-t-il dit en référence à la participation de soldats irakiens aux guerres contre Israël depuis 1948.

Mahmoud Abbas est arrivé en fin de matinée à Bagdad pour la première visite d'un dirigeant palestinien en Irak depuis la chute en 2003 du régime de Saddam Hussein, dont Yasser Arafat avait été l'un des rares soutiens arabes lors de l'invasion du Koweït en 1990.

Après l'invasion américaine de mars 2003, la communauté palestinienne a très vite été la cible des milices chiites qui les accusaient d'avoir été privilégiés par le régime de Saddam Hussein.

Selon l'ONU, «sur les 34 000 Palestiniens vivant en Irak en 2003, on considère que moins de 15 000 sont restés après les attaques répétées dont ils faisaient l'objet».

«Les Palestiniens en Irak ont été évincés de force, arrêtés arbitrairement, détenus de manière abusive, publiquement diffamés, enlevés, torturés et tués», estimait le Haut-Commissariat aux réfugiés (UNHCR) dans un rapport.

En février 2007, Mahmoud Abbas avait dépêché un émissaire à Bagdad après avoir dénoncé les «crimes barbares» dont étaient victimes les réfugiés palestiniens en Irak. Des centaines de Palestiniens ont été tués ou sont portés disparus depuis le renversement de Saddam Hussein, selon des chiffres officiels palestiniens. Dans un rapport publié en septembre 2007, l'organisation de défense des droits de l'homme Amnesty International avait également dénoncé les «mauvais traitements flagrants» dont sont victimes les réfugiés palestiniens en Irak, lançant un appel tous azimuts pour protéger cette population. MM. Abbas et Talabani ont eu des entretiens dans sa résidence présidentielle au centre de Bagdad. Une rencontre avec le Premier ministre Nouri al-Maliki avait également été prévue lors de la préparation de la visite du leader palestinien.

Photo : DR.

Initialement prévue le 26 mars, la visite de M. Abbas avait été reportée sine die sans explication de l'Autorité palestinienne.

«Nous voyons les grands progrès réalisés en Irak, dans la sécurité, dans la démocratie et dans tous les aspects de la vie», s'est félicité M. Abbas en estimant que l'Irak «commençait à guérir».

Bagdad cherche à retrouver une diplomatie active alors que la baisse des violences permet de croire à un début, timide mais réel, de normalisation du pays.

Le prédécesseur de Mahmoud Abbas, le défunt chef historique des Palestiniens Yasser Arafat, fut l'un des rares dirigeants arabes à soutenir Saddam Hussein lors de l'invasion irakienne du Koweït en 1990.

Très populaire dans les territoires palestiniens, Saddam Hussein, exécuté en décembre 2006, accordait une aide financière aux familles des «martyrs» palestiniens et à celles d'auteurs d'attentats suicide anti-israéliens.

SYRIE

La délégation américaine a eu un entretien «constructif» avec Assad à Damas

La délégation du Congrès américain a dit avoir eu hier un entretien «franc et constructif» à Damas avec le président syrien Bachar al-Assad, au cours duquel ils ont notamment évoqué la surveillance de la frontière syro-irakienne, selon l'ambassade des Etats-Unis.

«Nous avons eu un entretien franc et constructif avec le président Assad», a indiqué la délégation dans un communiqué à la fin de sa visite entamée samedi dernier dans la capitale syrienne.

«Il a porté sur les progrès dans les relations syro-libanaises, l'état de la sécurité à la frontière syro-irakienne, la paix dans la région, les efforts humanitaires dans la bande de Ghaza et d'autres questions», a indiqué la délégation dans un communiqué à la fin de sa visite entamée samedi passé dans la capitale syrienne.

«En dépit de divergences importantes entre nous, nous sommes optimistes car nous partageons des intérêts dans la région», a-t-elle ajouté.

La délégation, composée des députés Stephen Lynch (démocrate) et Bob Inglis (républicain), a exprimé l'espoir que les Etats-Unis et la Syrie «œuvrent d'une manière constructive vers nos objectifs communs», poursuit le communiqué.

Selon l'agence officielle Sana, M. Assad et la délégation américaine ont examiné «les moyens de faire progresser les relations syro-américaines via un dialogue sérieux et constructif (...) afin de parvenir à des solutions justes et pacifiques aux problèmes de la région». Les relations entre Washington et Damas sont tendues depuis l'invasion américaine de l'Irak en 2003 puis l'assassinat du dirigeant libanais Rafic Hariri en 2005, pour lequel le régime syrien a été mis en accusation.

Mais la nouvelle administration de Barack Obama a décidé de lancer un dialogue avec des pays jugés hostiles aux Etats-Unis, dont la Syrie, et deux émissaires américains se sont rendus début du mois de mars à Damas où ils ont rencontré le chef de la diplomatie Walid Mouallem et d'autres hauts responsables syriens.

Bagdad a longtemps accusé Damas de fermer les yeux ou même d'encourager le passage de jihadistes vers l'Irak le long des 724 km de frontière commune.

Mais le chef de la diplomatie irakienne Hoshyar Zebari a jugé la semaine dernière que son voisin syrien avait rendu ces «derniers mois» sa frontière moins poreuse pour les jihadistes, responsables d'attentats sanglants contre ses civils et les forces américaines.

SRI LANKA

La rébellion bientôt «écrasée», selon l'armée

Au moins 420 rebelles tamouls ont été tués depuis vendredi dans des combats dans le nord-est du Sri Lanka, ont annoncé hier les autorités militaires en assurant que le dernier carré de séparatistes était en passe d'être «écrasé».

«Nous avons mis au jour 420 corps ces trois derniers jours», a déclaré le général Udaya Nanayakkara, porte-parole des forces armées, ajoutant que les combattants des Tigres de libération de l'Eelam tamoul (LTTE) étaient acculés sur 20 km² dans le département de Mullaittivu, sur un territoire censé être une enclave démilitarisée.

L'armée de terre a pris le contrôle hier du village de Puthukkudiriruppu, où 250 cadavres de Tigres ont été découverts, a dit l'officier. La veille, ce général avait affirmé que ses troupes avaient tué 111 rebelles, tandis que Colombo évaluait ces dernières semaines à 500 le nombre de Tigres continuant à se battre. Aucun bilan n'est vérifiable sur le terrain.

Les seules sources d'information sont les communiqués du ministère de la Défense vantant tous les jours la mort de dizaines de Tigres, mais admettant très rarement des pertes dans les rangs de l'armée et encore moins dans la population civile.

Les forces gouvernementales assurent depuis des semaines être sur le point d'en finir avec la rébellion, mais elles butent encore sur des poches de résistance.

La guérilla des Tigres tamouls «est près d'être totalement annihilée, au moment où nos soldats sont engagés dans des combats au corps à corps dans une dernière poche terroriste», a affirmé le ministère.

Le LTTE n'a pas réagi, mais il reconnaît avoir perdu l'ensemble de ses territoires, sous les coups de l'offensive «finale» que Colombo a lancée en janvier.

Jusqu'en 2007, l'un des mouvements insurrectionnels les plus redoutables et les mieux organisés au monde contrôlait 18 000 km² de territoires dans le nord et l'est de l'île, où il comptait fonder un Etat tamoul indépendant.

Le conflit qui dure depuis 37 ans, a fait plus de 70 000 morts, dont 2 800 parmi les civils depuis le 20 janvier, selon le haut-commissaire de l'ONU pour les droits de l'homme, Navi Pillay.

Dans cette guerre à huis clos, à l'exception de témoins employés de la Croix-Rouge, des organisations humanitaires et l'ONU estiment que 150 000 à 200 000 civils tamouls sont pris au piège des combats. Ils ne sont que 70 000 et servent de «boucliers humains» à la rébellion, rétorque Colombo.

Le secrétaire général de l'ONU, Ban Ki-moon, a exhorté vendredi le LTTE à laisser sortir les civils de la zone du conflit.

Le Sri Lanka — très jaloux de sa souveraineté nationale — rejette les appels de la communauté internationale en faveur d'une trêve, jugeant qu'elle permettrait aux séparatistes de se réarmer.

SOMALIE

Des pirates s'emparent d'un navire allemand dans l'océan Indien

Des pirates somaliens ont capturé un porte-conteneur allemand de 20 000 tonnes dans l'océan Indien, a indiqué hier un responsable maritime basé au Kenya.

«Le navire a été capturé hier (samedi) en pleine mer, à environ 400 milles nautiques de la côte somalienne, entre le Kenya et les Seychelles», a déclaré Andrew Mwangura, responsable de la branche est-africaine d'un programme d'assistance aux marins basé au Kenya.

Il a estimé à 24 le nombre de membres de l'équipage à bord du bateau.

Les attaques contre des navires au large de la Somalie et dans le Golfe d'Aden, une des routes maritimes les plus fréquentées au monde, avaient diminué récemment en raison de l'augmentation des patrouilles navales. Mais certains groupes de pirates n'hésitent plus à s'aventurer en haute mer pour cibler des bateaux, loin des corridors protégés.

Les pirates somaliens ont attaqué plus de 130 navires marchands au large de la Somalie l'an dernier, une hausse de plus de 200% par rapport à 2007, selon les chiffres du Bureau maritime international.

Face à cette recrudescence spectaculaire des attaques, de nombreux pays ont dépêché des navires de guerre au large de la Somalie, qui a sombré dans le chaos depuis le début d'une guerre civile en 1991.